

PRÉFET DES HAUTS-DE-SEINE

Arrêté préfectoral DCPAT n° 2018-60, du 10 avril 2018, portant mise en demeure de la société Wartner de respecter les dispositions de la condition 4 de l'article 1-A de l'arrêté préfectoral du 18 avril 1991 modifié applicable aux installations classées pour la protection de l'Environnement qu'elle exploite à Saint-Cloud, 18 bis, quai Carnot

LE PREFET DES HAUTS-DE-SEINE,
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,

- Vu** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5,
- Vu** le décret du 23 août 2016 portant nomination de Monsieur Pierre SOUBELET, en qualité de Préfet des Hauts-de-Seine (hors classe),
- Vu** le décret du 22 août 2017 portant nomination de Monsieur Vincent BERTON, en qualité de secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,
- Vu** l'arrêté MCI n°2017-52 du 31 août 2017 portant délégation de signature à Monsieur Vincent BERTON, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,
- Vu** l'arrêté préfectoral DAG 3/91022 du 18 avril 1991 relatif aux prescriptions d'exploitation applicables aux activités classées sous le régime déclaratif sous la rubrique 251 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (devenue rubrique 2345),
- Vu** l'arrêté préfectoral DAG 3/92004 du 9 avril 1992 modifiant l'arrêté préfectoral DAG 3/91022 du 18 avril 1991 relatif aux prescriptions d'exploitation applicables aux activités classées sous le régime déclaratif sous la rubrique 251 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (devenue rubrique 2345),
- Vu** le récépissé de déclaration en date du 3 mai 1993, classant sous les rubriques 2345-1 (anciennement rubrique 251-2) et 2340-2 les installations classées exploitées par la société WARTNER à Saint-Cloud, 18 bis, quai Carnot,
- Vu** l'arrêté DRE n°2012-100 en date du 1^{er} juin 2012 mettant en demeure le responsable de la société WARTNER de respecter certaines prescriptions d'exploitation applicables à ses installations de blanchisserie et de nettoyage à sec situées 18 bis, quai Carnot à Saint-Cloud, dans un délai de trois mois,
- Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 24 novembre 2017, signalant que lors d'une visite du site que la société WARTNER exploite à Saint-Cloud, 18 bis, quai Carnot, le 25 octobre 2017, les stockages de liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol n'étaient pas placés sur rétention, contrairement aux dispositions de la condition 4 de l'article 1-A de l'arrêté préfectoral DAG 3/91022 du 18 avril 1991 modifié, relatif aux prescriptions d'exploitation applicables aux activités classées sous le régime déclaratif sous la rubrique 251 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (devenue rubrique 2345),
- Vu** le rapport précité, proposant de mettre en l'exploitant en demeure de respecter cette condition dans un délai d'un mois,

Vu le courrier du 24 novembre 2017, transmettant le rapport à l'exploitant, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement et l'invitant à présenter s'il le souhaite des observations sur le projet de mise en demeure, dans un délai de 15 jours,

Vu les observations de l'exploitant communiquées à l'inspection et jugées non satisfaisantes par mel du 30 mars 2018,

Considérant que lors de la visite en date du 25 octobre 2017, l'inspecteur des installations classées a constaté la présence de stockages de liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol non placés sur rétention, tant au niveau de l'atelier de nettoyage à sec qu'à l'extérieur des locaux d'exploitation, à proximité de la station de traitement où les produits de traitement sont posés à même le sol,

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de la condition 4 de l'article 1-A de l'arrêté préfectoral DAG 3/91022 du 18 avril 1991 modifié relatif aux prescriptions d'exploitation applicables aux activités classées sous le régime déclaratif sous la rubrique 251 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (devenue rubrique 2345),

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Wartner, représentée par son président de respecter les dispositions de l'article précité de l'arrêté préfectoral 18 avril 1991 modifié susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Hauts-de-Seine,

ARRETE

Article 1^{er}

La société WARTNER, dont le siège social est situé à Saint-Cloud, 18 bis, quai Carnot, représentée par son Président, exploitant une installation de nettoyage à sec de vêtements et textiles, située à la même adresse, est mis en demeure de respecter les dispositions de la condition 4 de l'article 1-A de l'arrêté préfectoral DAG 3/91022 du 18 avril 1991 modifié relatif aux prescriptions d'exploitation applicables aux activités classées sous le régime déclaratif sous la rubrique 251 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (devenue rubrique 2345), en mettant sur rétention les stockages de liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, **dans un délai d'un mois** à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 - Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative compétente dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication. Dans ce délai, cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai de recours contentieux.

Article 4

L'arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture des Hauts-de-Seine, pendant une durée d'un mois.

Une copie de l'arrêté devra être affichée à la Mairie de Saint-Cloud, au lieu accoutumé, pendant une durée minimale d'un mois.

Un avis sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hauts-de-Seine.

Article 5

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Hauts-de-Seine, Madame la Cheffe de l'Unité départementale des Hauts-de-Seine de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France, Monsieur le Maire de Saint-Cloud sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet,
Pour le Préfet, et par délégation
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet



Mathieu DUHAMEL